



FFHandball

TEXTES STATUTAIRES
ET RÉGLEMENTAIRES
2020-21

Statuts de la FFHandball



En accord avec les préconisations de l'Institut national de la langue française * relatives à la neutralisation grammaticale du genre, les termes « licencié », « joueur », « pratiquant » et ceux désignant toutes fonctions au sein de la fédération sont utilisés à titre générique et désignent aussi bien une licenciée qu'un licencié, une joueuse qu'un joueur, une pratiquante qu'un pratiquant, une présidente qu'un président, une administratrice qu'un administrateur...

** Femme, j'écris ton nom... Guide d'aide à la féminisation des noms de métiers, titres, grades et fonctions.*





Statuts de la Fédération française de handball

TITRE 1 — BUT ET COMPOSITION

- 1 Objet
- 2 Composition
- 3 Affiliation
- 4 Exercice du pouvoir disciplinaire
- 5 Moyens d'action
- 6 Organismes

TITRE 2 — PARTICIPATION À LA VIE DE LA FÉDÉRATION

- 7 Licence
- 8 Conditions de délivrance de la licence
- 9 Retrait de la licence
- 10 Participation des non-licenciés

TITRE 3 — L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- 11 Principes
- 12 ———

TITRE 4 — ADMINISTRATION

Section 1 — le conseil d'administration

- 13 ———
- 14 Membres
- 15 ———
- 16 Révocation du conseil d'administration
- 17 ———

Section 2 — le président et le bureau directeur

- 18 ———
- 19 ———
- 20 Rôle du président
- 21 ———
- 22 ———

SECTION 3 — LE JURY D'APPEL ET LES COMMISSIONS

- 23 ———

SECTION 4 — AUTRES ORGANES DE LA FÉDÉRATION

- 24 ———

TITRE 5 — RESSOURCES ANNUELLES ET COMPTABILITÉ

- 25 Ressources annuelles
- 26 Comptabilité
- 27 *Sans objet.*

TITRE 6 — MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

- 28 Modification des statuts
- 29 Dissolution
- 30 Dissolution
- 31 Délibérations de l'assemblée générale

TITRE 7 — SURVEILLANCE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

- 32 Surveillance par les autorités de tutelle
- 33 Surveillance par les autorités de tutelle
- 34 Les règlements
- 35 Publication des décisions

TITRE 8 — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- 36 ———





TITRE 1 — BUT ET COMPOSITION

1

OBJET

L'association dite « Fédération française de handball », fondée en 1952 (initialement en 1941), a pour objet :

1) de promouvoir l'éducation par les activités physiques et sportives, et l'accès de toutes et de tous à ces activités ;

2) de rassembler toutes les associations faisant pratiquer le handball et ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires (Sandball, Minihandball, Beachhandball, etc.) dans l'ensemble de la France métropolitaine, les départements et territoires d'Outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte ;

3) d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du handball et de ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires (Sandball, Minihandball, Beachhandball, etc.) en France métropolitaine, dans les départements et territoires d'Outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte ;

4) de définir le contenu et les méthodes de l'enseignement du handball ;

5) de définir le contenu et les méthodes de formation et de perfectionnement des animateurs, entraîneurs, dirigeants et formateurs fédéraux ;

6) de former par les différentes voies de la formation professionnelle (initiale, continue, apprentissage et validation des acquis de l'expérience) les animateurs, éducateurs, entraîneurs, arbitres, dirigeants et formateurs fédéraux ;

7) de contrôler la délivrance des diplômes et certifications permettant l'enseignement et l'encadrement du handball ;

8) de déléguer des représentants aux jurys d'examen des formations qualifiantes relatives au handball ;

9) d'organiser et de promouvoir l'accession à la pratique des activités arbitrales, notamment pour les jeunes ;

10) de s'assurer du respect des règles techniques, de sécurité, d'encadrement et de déontologie relatives au handball ;

11) d'organiser la surveillance médicale de ses licenciés dans les conditions prévues par le titre III du livre II du Code du sport ;

12) d'établir des conventions avec les associations ou groupements dont les activités sont en rapport avec ses objectifs (notamment avec les Fédérations multisports ou affinitaires), après approbation du ministre chargé des Sports ;

13) de s'assurer du respect de la notion de développement durable dans les choix politiques, les règlements et les modes de gestion qui régissent son fonctionnement, le déroulement de ses activités et la tenue des manifestations qu'elle organise ;

14) d'entretenir toutes relations utiles avec les fédérations de handball des autres pays, avec le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et avec les pouvoirs publics ;

15) d'effectuer, directement ou indirectement, toutes opérations juridiques et/ou financières en rapport avec son objet et visant notamment à développer et promouvoir le handball et ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires ;

16) de défendre les intérêts matériels et moraux du handball.

La Fédération française de handball est affiliée à la Fédération internationale de handball (FIH / IHF) et à la Fédération européenne de handball (FEH / EHF).

La Fédération française de handball s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel. Elle s'interdit toute discrimination. Elle veille au





respect de ces principes par ses membres ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité national olympique et sportif français.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Créteil (1, rue Daniel-Costantini, 94046). Celui-ci peut être transféré à tout moment par décision du conseil d'administration ; le transfert du siège dans une autre commune fait l'objet d'une approbation administrative.

Elle a été déclarée à la Préfecture de Police de Paris initialement sous le n°177 705, le 1^{er} septembre 1941 (J.O. du 21 septembre 1941), puis sous le n°52.833, le 25 juin 1952 (J.O. du 11 juillet 1952).

Elle a été reconnue d'utilité publique par décret en date du 4 août 1971.

2 COMPOSITION

2.1

La Fédération se compose :

1) d'associations constituées dans les conditions prévues par le titre II du livre I^{er} du Code du sport, affiliées et représentées à l'assemblée générale fédérale avec voix délibérative.

2) d'organismes qui, sans avoir pour objet la pratique du handball ou d'une ou plusieurs de ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires (Sandball, Minihandball, Beachhandball, etc.) contribuent au développement d'une ou plusieurs de celles-ci.

3) à titre individuel, de personnes physiques dont la candidature est agréée par le bureau directeur de la Fédération ou celui des ligues régionales ou comités départementaux, et auxquelles une licence est délivrée (licence « indépendant ») ; les membres admis à titre individuel n'ont pas voix délibérative à l'assemblée générale fédérale.

4) de membres d'honneur, des membres donateurs et des membres bienfaiteurs, titres décernés par le conseil d'administration à des personnes rendant ou ayant rendu des services reconnus à la Fédération.

2.2

La qualité de membre de la Fédération se perd par la démission qui, s'il s'agit d'une personne morale, doit être décidée dans les conditions prévues par ses statuts, ou par la radiation. La radiation est prononcée dans les conditions prévues par le règlement intérieur pour non-paiement des cotisations, ou dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire et le règlement disciplinaire pour la lutte contre le dopage.

Dans tous les cas, le membre intéressé est appelé à fournir ses explications.

3 AFFILIATION

3.1 Associations sportives

L'affiliation à la Fédération ne peut être refusée par le conseil d'administration à une association constituée pour la pratique du handball ou de ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires (Sandball, Minihandball, Beachhandball, etc.) que :

1) si elle ne satisfait pas aux conditions mentionnées à l'article R. 121-3 du Code du sport relatif à l'agrément des associations sportives ;

2) si elle n'assure pas en son sein la liberté d'opinion et le respect des droits de la défense ;

3) si elle ne s'interdit pas toute discrimination ;





4) si elle ne veille pas à l'observation des règles déontologiques du sport définies par le Comité national olympique et sportif français ;

5) si elle ne respecte pas les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables à la pratique du handball par ses membres ;

6) si son organisation n'est pas compatible avec les présents statuts ou avec le règlement intérieur fédéral.

3.2

Autres organismes

L'affiliation peut être refusée par le conseil d'administration à un organisme si :

1) son objet n'est pas le développement du handball ou d'une ou plusieurs de ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires (Sandball, Minihandball, Beachhandball, etc.) ;

2) il n'assure pas en son sein la liberté d'opinion et le respect des droits de la défense ;

3) il ne s'interdit pas toute discrimination ;

4) il ne veille pas à l'observation des règles déontologiques du sport définies par le Comité national olympique et sportif français ;

5) si son organisation n'est pas compatible avec les présents statuts ou avec le règlement intérieur fédéral.

4

EXERCICE DU POUVOIR DISCIPLINAIRE

Les procédures d'exercice du pouvoir disciplinaire à l'encontre des associations affiliées à la Fédération française de handball, le cas échéant des sociétés sportives qu'elles ont créées en application de l'article L. 122-1 du Code du sport, des membres licenciés de ces associations et sociétés sportives et des autres membres licenciés de la Fédération, sont fixées par le règlement disciplinaire fédéral et le règlement disciplinaire pour la lutte contre le dopage.

5

MOYENS D'ACTION

Les moyens d'action de la Fédération sont :

1) l'organisation, avec le concours des ligues régionales et des comités départementaux, de compétitions sportives internationales, nationales et territoriales ;

2) la délivrance, sous réserve des dispositions des articles L. 131-14 à L. 131-17 du Code du sport, de titres sportifs nationaux ou fédéraux, ainsi que des titres régionaux ou départementaux ;

3) la contribution pour avis à la définition des critères permettant de définir les qualités de sportifs de haut niveau ;

4) la constitution de la liste des sportifs de haut niveau relative au handball proposée au ministre chargé des Sports ;

5) la formation de sélections des représentants français en vue des compétitions ou manifestations internationales (sous réserve des compétences du CNOSF) ;

6) l'organisation de conférences, cours, colloques, stages... ;

7) la publication d'un bulletin fédéral officiel (et ses déclinaisons) et de documents techniques ;

8) le contrôle de la qualité de la formation sportive ;

9) l'attribution de prix et récompenses.





En référence à l'article L. 131-12 du Code du sport, des personnels de l'État ou des agents publics rémunérés par lui peuvent exercer auprès de la Fédération des missions de conseillers techniques sportifs.

6 ORGANISMES

6.1 Organismes régionaux et départementaux

a) La Fédération constitue, par décision de l'assemblée générale, des organismes régionaux (ligues régionales) et départementaux (comités départementaux) chargés de la représenter dans leur ressort géographique respectif et auxquels elle confie, par délégation, l'exécution d'une partie de ses missions. On entend par « territoire » le concept d'organisation et de fonctionnement, sur le ressort géographique d'une région administrative métropolitaine, fédérant la ligue régionale et les comités départementaux.

b) Ces organismes sont constitués sous la forme d'associations déclarées régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, ou inscrits selon la loi locale dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

c) Le ressort géographique de ces organismes ne peut être autre que celui des services déconcentrés du ministère chargé des Sports que sous réserve de justification et en l'absence d'opposition motivée du ministre chargé des Sports.

d) Les statuts des ligues régionales métropolitaines doivent être compatibles avec ceux de la fédération. Les critères de compatibilité sont les suivants :

— respect d'un fonctionnement démocratique ;

— transparence de gestion ;

— désignation de l'instance dirigeante selon un mode de gouvernance identique à celui de la fédération, à savoir un conseil d'administration composé d'un comité directeur majoritaire élu au scrutin de liste, et de représentants des territoires (départements, bassins de pratique, ...) et/ou d'autres acteurs, élus au scrutin uninominal par collèges, selon un dispositif propre à chaque région ;

— respect des dispositions de la loi n° 2014-873 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, à savoir, lorsque la proportion de licenciés de chacun des deux sexes est supérieure ou égale à 25 %, une proportion minimale de 40 % des sièges pour les personnes de chaque sexe au sein de l'instance dirigeante ;

— organisation territoriale en référence au **a)** ci-dessus, fondée sur des commissions territoriales dans les différents domaines de l'activité, y compris dans les domaines disciplinaires et d'examen des réclamations et litiges.

e) Les statuts des ligues régionales ultramarines doivent être compatibles avec ceux de la fédération. Les critères de compatibilité sont les suivants :

— respect d'un fonctionnement démocratique ;

— transparence de gestion ;

— désignation de l'instance dirigeante selon un scrutin de liste ;

— respect des dispositions de la loi n° 2014-873 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, à savoir, lorsque la proportion de licenciés de chacun des deux sexes est supérieure ou égale à 25 %, une proportion minimale de 40 % des sièges pour les personnes de chaque sexe au sein de l'instance dirigeante.

f) Les statuts des comités départementaux doivent être compatibles avec ceux de la fédération. Les critères de compatibilité sont les suivants :

— respect d'un fonctionnement démocratique ;





- transparence de gestion ;
- désignation de l'instance dirigeante selon un mode de scrutin choisi entre le scrutin de liste, le scrutin uninominal, ou une combinaison de ces deux modes de scrutin selon un dispositif identique à celui de la fédération et des ligues régionales, tel que décrit en **d)** ci-dessus ;
- égal accès des hommes et des femmes aux instances dirigeantes, garantissant, à minima, un nombre de membres féminins au sein de l'instance dirigeante du comité en proportion du nombre de licenciées féminines éligibles par rapport à l'effectif total éligible du comité ;
- respect de l'organisation territoriale en référence aux **a)** et **d)** ci-dessus.

g) Dans le cadre de la délégation qui leur est accordée par la fédération en application du **a)** ci-dessus, les ligues et les comités doivent adopter des statuts respectant les critères précités de compatibilité avec les statuts de la fédération. À cet égard, avant toute adoption par leur assemblée générale, ils doivent transmettre leur projet de statuts ou de modification de statuts à la fédération qui peut demander les modifications qui seraient nécessaires pour le respect des critères de compatibilité mentionnés aux **d)**, **e)** et **f)** ci-dessus.

À défaut de respecter un ou plusieurs de ces critères, la fédération peut décider le retrait de la délégation mentionnée en a) ci-dessus.

h) Les organismes régionaux ou départementaux constitués par la Fédération dans les départements, régions et collectivités et territoires d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon ou à Mayotte, peuvent conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des États de la zone géographique dans laquelle ils sont situés et, avec l'accord de la Fédération, organiser des compétitions ou manifestations sportives internationales à caractère régional ou constituer des équipes en vue de participer à de telles compétitions ou manifestations.

i) Dans le cadre de la délégation qui leur est confiée par la fédération en référence au **a)** ci-dessus, les organismes régionaux et départementaux sont des représentants de la fédération auprès de ses associations affiliées mentionnées à l'article 2.1 ci-dessus, notamment lors de leurs assemblées générales.

6.2

Ligue professionnelle

La Fédération constitue, dans les conditions fixées par les articles R. 132-1 à R. 132-8 du Code du sport, une ligue professionnelle, la Ligue nationale de handball, dotée de la personnalité morale.

TITRE 2 — PARTICIPATION À LA VIE DE LA FÉDÉRATION

7

LICENCE

7.1

Adhésion

La licence prévue à l'article L. 131-6 du Code du sport et délivrée par la Fédération marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux statuts et règlements de celle-ci.

7.2

Délivrance

Elle est obligatoirement délivrée aux membres des associations affiliées et, le cas échéant, à des sociétés sportives, au titre des catégories suivantes : « pratiquant », « dirigeant » et « événementielle », et pour la durée de la saison administrative définie par les règlements généraux de la Fédération.





En l'absence de prise de licence par les membres des associations affiliées ou des sociétés sportives, la Fédération peut appliquer, à l'encontre des associations affiliées, l'une des sanctions prévues par le règlement disciplinaire fédéral.

7.3 Participation aux activités de la fédération

La licence confère le droit de participer aux activités de la Fédération et, pour les licenciés majeurs, d'être éligibles aux instances dirigeantes de la Fédération, des ligues régionales et des comités départementaux.

À travers sa contribution au fonctionnement de la Maison du handball, la licence a aussi vocation à permettre à chaque licencié de bénéficier de tarifs préférentiels pour l'accueil par les services hôteliers de la Maison du handball.

8 CONDITIONS DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE

8.1 Conditions de délivrance

La licence n'est délivrée que si le postulant :

- a) est membre de l'association ou de la société sportive pour laquelle il la sollicite,
- b) s'engage à respecter les statuts et règlements de la Fédération, ainsi que les règles relatives à la protection de la santé publique,
- c) répond aux critères définis dans les règlements généraux de la Fédération, notamment ceux liés à l'âge et à la participation à des compétitions.

8.2 Refus de délivrance

La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée de la Fédération. Cette décision est susceptible de réclamation selon les procédures prévues par le règlement d'examen des réclamations et litiges.

9 RETRAIT DE LA LICENCE

La licence ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire ou pour faute grave, dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire ou le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage.

10 PARTICIPATION DES NON-LICENCIÉS

Peuvent être ouvertes aux personnes qui ne sont pas titulaires d'une licence des activités définies par le règlement intérieur. La délivrance du titre permettant la participation des non licenciés à ces activités peut donner lieu à la perception d'un droit fixé par l'assemblée générale. Elle peut en outre être subordonnée au respect par les intéressés de conditions destinées à garantir leur santé, ainsi que leur sécurité et celle des tiers.

TITRE 3 — L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

11 PRINCIPES

11.1 Composition

L'assemblée générale fédérale se compose de tous les membres de la fédération énumérés à l'article 2 des présents statuts. Seuls ont voix délibérative les représentants des associations affiliées, représentation assurée indirectement par l'élection de représentants des ligues régionales et des comités départementaux.





11.2

Délégués

Chaque ligue régionale et chaque comité départemental délèguent à l'assemblée générale fédérale un représentant spécialement élu à cet effet chaque année par l'instance dirigeante de chaque ligue et de chaque comité en son sein. Ce représentant est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour ou à la majorité relative des suffrages exprimés au second tour. Un ou plusieurs suppléants sont élus dans les mêmes conditions pour pallier l'éventuelle indisponibilité de ce représentant.

11.3

Délégués (suite)

Peuvent seules être déléguées des personnes majeures, jouissant de leurs droits civiques, licenciées à la Fédération, sur le territoire de la ligue ou du comité.

11.4

Nombre de voix - Ligue

Chaque ligue régionale dispose, à l'assemblée générale fédérale, d'un nombre de voix, non fractionnable, composé :

a) de la somme des voix attribuées, à la date d'envoi de la convocation de l'assemblée générale, en fonction du nombre de ses licenciés, à chaque association affiliée à cette même date,

b) le cas échéant, d'un nombre de voix supplémentaire en fonction du nombre de licenciés individuels que compte la ligue à la date de sa dernière assemblée générale, selon le barème de l'article 11.6.

11.5

Nombre de voix - Comité

Chaque comité départemental dispose, à l'assemblée générale fédérale, d'un nombre de voix, non fractionnable, composé :

a) de la somme des voix attribuées, à la date d'envoi de la convocation de l'assemblée générale, en fonction du nombre de ses licenciés, à chaque association affiliée à cette même date,

b) le cas échéant, d'un nombre de voix supplémentaire en fonction du nombre de licenciés individuels que compte le comité à la date de sa dernière assemblée générale, selon le barème de l'article 11.6.

11.6

Nombre de licences / voix

Le nombre de voix, non fractionnable, attribué à chaque association affiliée ou à chaque organisme autorisé à délivrer des licences est défini de la façon suivante :

Pour l'ensemble des licenciés « pratiquant » et « dirigeant »

— de 7 à 20 licenciés	: 1 voix,
— de 21 à 50 licenciés	: 2 voix,
— de 51 à 100 licenciés	: 3 voix,
— de 101 à 150 licenciés	: 4 voix,
— de 151 à 200 licenciés	: 5 voix,
— de 201 à 500 licenciés	: 1 voix suppl. par 50 ou fraction de 50,
— de 501 à 1 000 licenciés	: 1 voix suppl. par 100 ou fraction de 100,
— au-delà de 1 000 licenciés	: 1 voix suppl. par 500 ou fraction de 500.

Pour les licenciés « événementiels »

— de 100 à 500	: 1 voix
— au-delà de 500	: 2 voix



**11.7****Vote par correspondance**

Lors des réunions de l'assemblée générale fédérale, le vote par correspondance n'est pas admis. Toutefois, les ligues situées hors du territoire métropolitain pourront donner pouvoir à des personnes résidant sur ce territoire et remplissant les conditions fixées aux articles 11.2 et 11.3.

11.8**Vote par procuration**

Lors des réunions de l'assemblée générale fédérale, le vote par procuration n'est pas admis. En cas d'empêchement, chaque représentant est remplacé par un suppléant élu ou ayant reçu pouvoir dans les conditions définies aux articles 11.2, 11.3 et 11.7.

11.9**Autres participants**

Les membres du conseil d'administration assistent à l'assemblée générale fédérale, avec voix consultative.

Assistent également à l'assemblée générale fédérale, avec voix consultative :

1) deux représentants, désignés par son assemblée générale, de la Ligue professionnelle constituée en application de l'article 6.2.

2) le directeur technique national, le directeur administratif et, sous réserve de l'autorisation du président, les agents rétribués de la Fédération.

11.10**Dispositions particulières****11.10.1**

Par souci d'équité entre les ligues ultramarines et les ligues métropolitaines, et pour prendre en compte la spécificité des ligues ultramarines, le nombre de voix attribué aux ligues ultramarines selon l'article 11.4) est doublé.

11.10.2

Pour tenir compte de l'organisation spécifique de la collectivité de Corse depuis le 1^{er} janvier 2018, le nombre de voix attribué à la ligue de Corse selon l'article 11.4.a) est doublé.

11.10.3

Dans l'hypothèse où l'organisation territoriale d'une ligue et/ou de ses comités métropolitains ne correspondrait plus aux ressorts géographiques territoriaux français, alors la représentation du territoire métropolitain à l'assemblée générale fédérale resterait dans tous les cas la suivante :

— un délégué représentant la ligue régionale (ressort de la Région), disposant de la somme des voix, non fractionnable, attribuées en fonction du nombre de ses licenciés au sein des clubs affiliés de son ressort territorial,

— un délégué pour chaque département, disposant de la somme des voix, non fractionnable, attribuées en fonction du nombre de ses licenciés au sein des clubs affiliés de son ressort territorial.

12

12.1**Convocation**

L'assemblée générale est convoquée par le président de la Fédération. Elle se réunit au moins une fois par an, à la date fixée par le conseil d'administration et chaque fois que sa convocation est demandée par le conseil d'administration ou par le tiers des membres qui la compose représentant le tiers des voix.

12.2**Ordre du jour**

L'ordre du jour est fixé par le comité directeur.



**12.3****Quorum**

L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins des membres qui la composent, représentant au moins la moitié des voix, sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents.

12.4**Pouvoirs**

L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale de la Fédération.

Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du conseil d'administration et sur l'activité des commissions, ainsi que sur la situation morale et financière de la Fédération.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget de l'exercice suivant. Elle fixe les cotisations dues par les associations affiliées et les licenciés.

Elle délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Sur la proposition du conseil d'administration, elle adopte les statuts, le règlement intérieur, le budget, le règlement financier, le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage, ainsi que toutes résolutions concernant la politique générale de la Fédération ou présentant un caractère d'intérêt général dans les domaines sportifs, administratifs ou financiers.

12.5**Pouvoirs**

L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans.

Elle décide seule des emprunts ainsi que de l'aliénation des biens mobiliers dépendant de la dotation.

12.6**Votes portant sur des personnes**

Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes, en particulier l'élection du conseil d'administration, ont lieu à bulletin secret.

12.7**Procès-verbal**

Les procès-verbaux des assemblées générales sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuilles numérotées, signés par le président et le secrétaire général, et conservés au siège de la Fédération.

12.8**Procès-verbal**

Le procès-verbal de l'assemblée générale, le rapport financier et le rapport de gestion sont communiqués chaque année à toutes les associations affiliées à la Fédération.

TITRE 4 — ADMINISTRATION

Section 1 — Le conseil d'administration

13**13.1****Composition**

La Fédération est administrée par un conseil d'administration de quarante-sept ou quarante-neuf membres élus, qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à un autre organe de la Fédération.



**13.2****Missions**

Le conseil d'administration met en œuvre le projet fédéral adopté par l'assemblée générale et en coordonne les modalités d'application. Il suit l'exécution du budget. Le règlement intérieur peut lui donner également d'autres attributions.

14**MEMBRES****14.1****Membres élus au scrutin de liste****14.1.1**

Vingt-cinq membres du conseil d'administration sont élus au scrutin de liste majoritaire à un tour par l'assemblée générale composée selon les dispositions de l'article 11.1, pour une durée de quatre ans. Ils sont rééligibles.

14.1.2

Les listes incomplètes ne sont pas admises.

14.1.3

Les candidats doivent être licenciés à la Fédération, à la date de dépôt des listes.

14.1.4

Chaque liste devra comporter au moins un médecin.

14.1.5

Chaque liste devra comporter au moins dix personnes de chaque sexe.

14.1.6

Le dépôt d'une liste n'est recevable que s'il est accompagné de la présentation d'un projet pour l'ensemble de la Fédération et pour la durée du mandat du conseil d'administration.

14.1.7

Les conditions de dépôt, de validation et de publication des listes sont définies par le règlement intérieur.

14.1.8

Chaque liste disposera, de la part de la Fédération, des mêmes prestations, dont la nature et/ou le montant seront définis par le bureau directeur au moins deux mois avant la date prévue de l'élection.

14.1.9

La liste qui a recueilli le plus de suffrage est déclarée élue.

14.2**Autres membres****14.2.1**

Vingt-deux autres membres du conseil d'administration, dont au moins neuf de chaque sexe, sont élus par collèges, au scrutin uninominal majoritaire à un tour, par l'assemblée générale composée selon les dispositions de l'article 11.1, pour une durée de quatre ans. Ils sont rééligibles.

Les différents collèges sont les suivants :

1. Territoires métropolitains : treize membres, dont au moins cinq de chaque sexe,
2. Territoires ultramarins : 1 membre,
3. Ligues professionnelles (LNH, LFH) : deux membres, dont un de chaque sexe,
4. Entraîneurs : deux membres, dont un de chaque sexe,
5. Joueurs et joueuses professionnels : deux membres, dont un de chaque sexe,
6. Juges-arbitres : deux membres, dont un de chaque sexe.



**14.2.3**

Les candidats doivent être licenciés à la Fédération, à la date de dépôt des candidatures.

14.2.4

Les conditions de dépôt, de validation et de publication des candidatures sont définies par le règlement intérieur.

14.3**Membres supplémentaires**

Deux sièges supplémentaires sont attribués à un membre de chaque sexe, issus de la liste arrivée en deuxième position lors de l'élection des membres élus au scrutin de liste (article 14.1 ci-dessus), sous réserve que cette liste ait obtenu au moins quinze pour cent des suffrages exprimés.

14.4**Durée du mandat**

Le mandat du conseil d'administration expire au plus tard le 31 décembre qui suit les derniers Jeux olympiques d'été (*cette disposition ne s'applique pas au mandat en cours, qui expire au plus tard le 31 mars 2017*).

14.5**Restrictions**

Ne peuvent être élues au conseil d'administration :

- 1) des personnes mineures ;
- 2) les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;
- 3) les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ;
- 4) les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles déontologiques du handball constituant une infraction à l'esprit sportif.

14.6**Postes vacants****14.6.1****Membres élus au scrutin de liste**

Si un poste est vacant au conseil d'administration parmi les membres élus au scrutin de liste, pour quelque cause que ce soit, le conseil d'administration coopte un nouveau membre, sur proposition du président, dans le respect de la représentation par sexe et du médecin. Cette cooptation est soumise à la validation de l'assemblée générale fédérale suivante.

Si plus d'un poste est vacant, la cooptation intervient poste par poste.

14.6.2**Autres membres**

Si un poste est vacant au conseil d'administration parmi les autres membres, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par l'élection d'un nouveau membre dans le collège correspondant lors de l'assemblée générale la plus proche, dans le respect de la représentation par sexe.

15

15.1**Réunion du conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le président de la Fédération ou à la demande du quart de ses membres.

15.2**Quorum**

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.





Les votes par procuration ou par correspondance ne sont pas admis. Toutefois, en cas de situation exceptionnelle, le président de la Fédération peut procéder à une consultation écrite ou téléphonique des membres du conseil d'administration.

15.3 Procès-verbal

Les procès verbaux des séances du conseil d'administration sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuilles numérotées, signés par le président et le secrétaire général, et conservés au siège de la Fédération.

15.4 Autres participants

Le directeur technique national et le directeur général assistent avec voix consultative aux séances du conseil d'administration, ainsi que toutes personnes ressources dont la présence est jugée utile.

Les agents rétribués de la Fédération peuvent également assister aux séances avec voix consultative, s'ils y sont autorisés par le président.

15.5 Absence aux réunions du conseil d'administration

Tout membre du conseil d'administration qui a, sans excuse valable, manqué trois réunions peut être révoqué selon une procédure définie par le règlement intérieur.

16 RÉVOCATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du conseil d'administration avant son terme normal, dans le respect des droits de la défense, par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

1) l'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers des membres qui la compose, représentant le tiers des voix.

2) les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés;

3) la révocation du conseil d'administration doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

17

17.1 Rétribution des membres du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration ne reçoivent aucune rétribution en raison des fonctions qui leurs sont confiées. Toutefois, l'assemblée générale peut décider, à la majorité des deux tiers, pour certains d'entre eux, des conditions selon lesquelles l'article 261-7-1°-d et 242 C du code général des impôts est mis en œuvre.

17.2 Remboursement de frais

Les remboursements de frais engagés dans l'intérêt de la Fédération par les membres du conseil d'administration sont possibles. Ils doivent faire l'objet d'une décision de principe de l'assemblée générale, dans les conditions prévues par le règlement financier.

La procédure d'application de cette décision doit prévoir que des justifications soient fournies et fassent l'objet de vérifications.





Section 2 — Le président et le bureau directeur

18

18.1

Élection du président

Dès son élection, le conseil d'administration se réunit et élit le président de la Fédération parmi ses membres, au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, ou à la majorité relative des suffrages exprimés au second tour.

18.2

Élection des membres du bureau directeur

Après l'élection du président, le conseil d'administration élit en son sein, au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, ou à la majorité relative des suffrages exprimés au second tour, un bureau directeur comprenant, outre le président, treize autres membres dont, notamment, un vice-président délégué, cinq vice-présidents, un secrétaire général et un trésorier général.

Le bureau directeur devra comporter au moins six membres de chaque sexe.

19

19.1

Durée du mandat

Les mandats du président et du bureau directeur prennent fin avec celui du conseil d'administration.

19.2

Vacances du poste de président ou de membre du bureau directeur

En cas de vacance du poste de président ou d'un poste de membre du bureau directeur, pour quelque cause que ce soit autre que l'application de la procédure prévue à l'article 16, le conseil d'administration, après avoir été éventuellement complété dans les conditions prévues à l'article 14.13, élit un nouveau président ou un nouveau membre du bureau directeur dans les conditions prévues à l'article 18. La vacance résulte soit de la démission, soit de l'incapacité physique d'exercer les fonctions. Dans ce dernier cas, le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers si la vacance est ou non avérée. Le mandat du nouveau président ou du nouveau membre du bureau directeur expire à la date prévue pour celui de leur prédécesseur.

19.3

Révocation d'un membre du bureau directeur

Le conseil d'administration peut, sur proposition du président mettre fin aux fonctions d'un membre du bureau directeur, par un vote à bulletin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés, et dans le respect des droits de la défense.

20

RÔLE DU PRÉSIDENT

Le président de la Fédération préside les assemblées générales, le conseil d'administration, le bureau directeur, le comité directeur.

Il ordonnance les dépenses.

Il représente la Fédération dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Il met en œuvre le projet fédéral présenté pour l'élection du conseil d'administration par la liste dont il est issu.

Le président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Toutefois, la représentation de la Fédération en justice ne peut être assurée, à défaut du président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.



**21****21.1****Incompatibilités**

Sont incompatibles avec le mandat de président de la Fédération les fonctions de président de ligue régionale ou de président de comité départemental. En cas d'élection à la présidence de la Fédération, un président de ligue régionale ou de comité départemental doit immédiatement démissionner de son mandat régional ou départemental.

21.2**Incompatibilités**

Sont incompatibles avec le mandat de président de la Fédération les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, de président et de membre de direction, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements, dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la Fédération, de ses organes internes ou des clubs qui lui sont affiliés. Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises mentionnés ci-dessus.

22**22.1****Rôle du bureau directeur**

Le bureau directeur dirige la Fédération et exerce l'ensemble des attributions que les statuts n'attribuent pas à l'assemblée générale ou au conseil d'administration. Le règlement intérieur peut lui donner également d'autres attributions.

Il se réunit à la demande du président tous les deux mois, au moins, ou à la demande du tiers de ses membres.

22.2**Rôle du bureau directeur**

La présence d'au moins cinq de ses membres dont le président ou un Vice-président est nécessaire pour la validité des délibérations du bureau directeur.

22.3**Votes du bureau directeur**

Les votes par procuration ou par correspondance ne sont pas admis. Toutefois, en cas de situation exceptionnelle, le président de la Fédération peut procéder à une consultation écrite ou téléphonique des membres du bureau directeur.

22.4**Autres participants au bureau directeur**

Le directeur technique national et le directeur général, ainsi que toute personne ressource dont la présence est jugée utile, assistent avec voix consultative aux séances du bureau directeur.

De même, deux présidents de ligue régionale métropolitaine en exercice et un président de ligue régionale ultramarine en exercice, désignés par leurs pairs quarante-huit heures après réception de la convocation du bureau directeur, ainsi qu'un président de comité départemental, représentant les douze présidents de comité du conseil des territoires et désigné dans les mêmes conditions, assistent avec voix consultative à chacune des séances de ce bureau directeur.





Section 3 — Le jury d’appel et les commissions

23



23.1

Élection des présidents de commissions nationales autres que la commission nationale de discipline et le jury d’appel

Après l’élection du président et du bureau directeur, le conseil d’administration élit en son sein, au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, ou à la majorité relative des suffrages exprimés au second tour, pour une durée de quatre ans, les présidents des commissions nationales dont la liste figure au règlement intérieur fédéral, comprenant en particulier une commission médicale, dont la composition et le fonctionnement sont précisés par le règlement médical, et une commission d’arbitrage qui a pour mission, entre autres, de proposer les conditions dans lesquelles sont assurés la formation et le perfectionnement des juges-arbitres.

Sauf hypothèse de cessation anticipée pour cause de décès, démission ou dans le cas prévu à l’article 23.4 ci-après, le mandat des présidents des commissions nationales cesse en même temps que celui du conseil d’administration qui a procédé à leur nomination.

23.2

Désignation du président du jury d’appel et du président de la commission nationale de discipline

Après son élection, celle des membres du bureau directeur et des présidents de commissions nationales, le président de la fédération propose au conseil d’administration, pour validation, la désignation du président du jury d’appel et du président de la commission nationale de discipline, organes disciplinaires dont la composition et le fonctionnement sont fixés par le règlement disciplinaire fédéral et le règlement disciplinaire particulier pour la lutte contre le dopage.

23.3

Comité directeur

Les vingt-cinq membres du conseil d’administration élus au scrutin de liste constituent le comité directeur, qui participe à la direction de la Fédération et dont les attributions sont définies par le règlement intérieur.

23.4

Révocation du président du jury d’appel et d’un président de commission

Le conseil d’administration peut, sur proposition du président mettre fin aux fonctions du président du jury d’appel ou d’un président de commission, par un vote à bulletin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés.

23.5

Vacance d’un poste de président du jury d’appel ou de président de la commission nationale de discipline

En cas de vacance du poste de président du jury d’appel et/ou du poste de président de la commission nationale de discipline pour quelque cause que ce soit, le bureau directeur valide, sur proposition du président, la désignation d’un nouveau président du jury d’appel ou d’un nouveau président de la commission nationale de discipline. Cette désignation est obligatoirement soumise à la ratification du conseil d’administration suivant.

La vacance résulte soit de la démission, soit de l’incapacité physique d’exercer les fonctions. Dans ce dernier cas, le bureau directeur décide à la majorité si la vacance est ou non avérée. Le mandat du nouveau président du jury d’appel ou du nouveau président de la commission nationale de discipline prend fin en même temps que celui des membres du conseil d’administration, sauf disposition spécifique fixée par le règlement disciplinaire.



**23.6****Vacance d'un poste de président de commission autre que la commission nationale de discipline ou le jury d'appel**

En cas de vacance d'un poste de président de commission autre que celui de la commission nationale de discipline ou du jury d'appel, pour quelque cause que ce soit autre que l'application de la procédure prévue à l'article 16, le conseil d'administration, après avoir été éventuellement complété dans les conditions prévues à l'article 14.1.3, élit un nouveau président de commission dans les conditions prévues à l'article 23.1 ci-dessus. La vacance résulte soit de la démission, soit de l'incapacité physique d'exercer les fonctions. Dans ce dernier cas, le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers si la vacance est ou non avérée. Le mandat du nouveau président du jury d'appel ou du nouveau président de commission expire à la date prévue pour celui de leur prédécesseur.

23.7**Autres commissions**

Le conseil d'administration institue toute autre commission qu'il jugerait utile pour participer aux activités de la Fédération, et en élit le président dans les conditions ci-dessus.

Section 4 — Autres organes de la Fédération**24****24.1****Commission de surveillance des opérations électorales**

a) À l'occasion des élections fédérales, le conseil d'administration institue une commission de surveillance des opérations électorales chargée de veiller au respect des dispositions prévues par les présents statuts et par le règlement intérieur relatives à l'organisation et au déroulement du scrutin. La commission de surveillance des opérations électorales est compétente lors des opérations de vote relatives à l'élection du conseil d'administration, ainsi qu'à l'élection du président de la Fédération et des membres du bureau directeur. Elle n'est pas investie d'un pouvoir d'annulation des élections, quand bien même une fraude serait constatée ; cette compétence est exclusivement dévolue aux juridictions judiciaires, sous réserve du préalable obligatoire de conciliation devant le CNOSF.

b) Cette commission comprend cinq membres : deux membres du jury d'appel, qui ne peuvent être candidats ni aux élections du conseil d'administration de la Fédération ni aux élections des instances dirigeantes des ligues régionales et des comités départementaux, et trois personnes qualifiées extérieures à la Fédération. Le président de la commission est choisi parmi ces dernières.

c) La commission procède à tous les contrôles et vérifications utiles, donne un avis sur la recevabilité des candidatures et a accès à tout moment aux bureaux de vote. Elle peut se faire présenter tout document nécessaire à l'exercice de ses missions, adresser aux bureaux de vote tous conseils et observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions statutaires. En cas de constatation d'une irrégularité, elle peut exiger l'inscription d'observations au procès verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après cette proclamation.

d) Avant le scrutin, la commission de surveillance des opérations électorales ne peut être saisie que par les responsables des listes candidates, dans un délai de sept jours après la publication des listes. Cette saisine ne peut concerner que la recevabilité des candidatures, en particulier les cas d'inéligibilité. La commission de surveillance des opérations électorales doit alors se réunir et donner un avis dans un délai de sept jours.

e) Pendant le scrutin, la commission de surveillance des opérations électorales peut être saisie par tout représentant des associations affiliées, ou par tout observateur désigné par





les responsables des listes candidates, qui constate une irrégularité dans le déroulement de l'élection. La commission de surveillance des opérations électorales se réunit alors sans délai selon la procédure définie par le règlement intérieur.

f) La surveillance des opérations électorales lors des élections dans les ligues régionales est assurée par un membre du conseil d'administration de la Fédération, ou par un membre du Comité régional olympique et sportif

g) La surveillance des opérations électorales lors des élections dans les comités départementaux est assurée par un membre élu de l'instance dirigeante de la ligue régionale dont dépend le comité, ou par un membre du conseil d'administration de la Fédération ou par un membre du Comité départemental olympique et sportif.

24.2

Commission fédérale éthique et citoyenne

24.2.1

Mise en place

a) L'assemblée générale institue, sur proposition du conseil d'administration, une commission fédérale éthique et citoyenne.

b) La commission rend compte de ses travaux au bureau directeur de la FFHandball et présente son rapport d'activité à l'assemblée générale fédérale.

24.2.2

Composition

a) La commission fédérale éthique et citoyenne est composée de cinq membres au moins et de neuf membres au plus, dont un président.

b) Les membres sont désignés par le bureau directeur, sur proposition du président de la FFHandball. Ils siègent à titre individuel et sont astreints à une obligation de confidentialité.

c) La durée de leur mandat est celle du conseil d'administration.

d) Ils doivent disposer de compétences reconnues dans le domaine de l'éthique et de l'engagement citoyen, et/ou être reconnus pour leur connaissance du handball et de ses valeurs.

e) Ils sont désignés au titre de l'une des catégories suivantes :

- anciens présidents de la FFHandball, quelle que soit la durée de son mandat,
- personnalités ayant exercé au moins un mandat électif au sein du conseil d'administration de la FFHandball, hors présidence,
- personnalités ayant exercé au moins un mandat électif de président de ligue, de comité ou de la LNH,
- personnalités reconnues pour leur compétence, leur expérience ou leur dévouement pour le handball
- personnalités qualifiées, notamment dans les domaines juridiques, politiques ou sociétaux.

f) Ils ne peuvent exercer ni être membres d'un bureau directeur, ni être salariés au sein de la FFHandball, de la LNH, d'une ligue ou d'un comité.

g) Le mandat des membres de la commission nationale éthique et citoyenne est révoquant dans les conditions prévues par l'article 12.12 du règlement intérieur de la FFHandball.

h) Le président de la commission fédérale éthique et citoyenne est désigné par le bureau directeur de la FFHandball.

i) En cas de vacance en cours de mandat, le bureau directeur de la FFHandball pourvoit au remplacement, dans les conditions fixées en ci-dessus, pour la durée du mandat restant à courir.

j) La commission peut établir un règlement intérieur.



**24.2.3****Séances**

- a)** La commission fédérale éthique et citoyenne se réunit sur convocation de son président.
- b)** Elle ne peut valablement délibérer que si au moins trois de ses membres sont présents, dont le président ou un vice-président.
- c)** En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.
- d)** Elle siège en configuration plénière au moins une fois par saison sportive.

24.2.4**Saisine**

- a)** La commission s'autosaisit de tout fait dont elle a connaissance et de nature à attenter à l'éthique, à la déontologie ou à la réputation de la FFHandball et du handball.
- b)** Elle peut également être saisie par le président de la FFHandball, sur proposition de son bureau directeur, notamment pour émettre des propositions sur des orientations et des actions à développer pour promouvoir l'éthique, la citoyenneté ou les valeurs éducatives.
- c)** Les faits apparemment contraires à l'éthique, soumis à la commission et susceptibles de sanctions disciplinaires par les organes disciplinaires de première instance et le jury d'appel ne peuvent remonter à plus de six mois à compter du jour où les instances fédérales en prennent connaissance.
- d)** Pour être recevables, les informations, témoignages relatifs à ces faits doivent être datés et leurs auteurs identifiés.

24.2.5**Compétences**

- a)** Garante de la Charte de l'éthique et de la déontologie du sport édictée par le Comité national olympique et sportif français, la commission fédérale éthique et citoyenne a notamment pour mission de :
 - promouvoir des actes pédagogiques et préventifs en faveur de l'éthique sportive ;
 - donner un avis ou formuler des propositions, sur toute question d'ordre déontologique ou éthique concernant le handball et les activités de la FFHandball ;
 - orienter la mise en œuvre d'actions citoyennes visant à développer les valeurs éducatives du sport et du handball ;
 - informer le président de la FFHandball des faits susceptibles de nuire à l'image du handball.
- b)** La commission n'exerce pas de pouvoir disciplinaire ; elle instruit les dossiers dont elle est saisie ou qui lui sont soumis. Lorsqu'elle juge que les faits reprochés pourraient donner lieu à une sanction, elle transmet le dossier au Président de la FFHandball qui défère les auteurs devant l'organe disciplinaire de première instance qui agit dans le cadre du règlement disciplinaire fédéral. Les personnes sanctionnées bénéficient des voies de recours habituelles prévues par ce règlement. La commission peut solliciter le Président de la FFHandball pour qu'il interjette appel devant le jury d'appel des décisions prises par l'organe disciplinaire de première instance.
- c)** Pour toutes ces missions, la commission pourra solliciter l'ensemble des secteurs d'intervention de la FFHandball.

24.2.6**Procédure**

- a)** La commission fédérale éthique et citoyenne a compétence, dans le cadre de l'étude des dossiers dont elle est saisie ou qui lui ont été soumis, pour convoquer toute personne aux fins d'audition, et d'effectuer toutes les investigations utiles à la manifestation de la vérité.
- b)** Toute personne devant être entendue par la commission doit en être avisée quinze jours au moins avant son audition par lettre recommandée avec avis de réception.





- c) La convocation doit préciser l'objet de l'audition.
- d) La personne convoquée devra comparaître personnellement et pourra être assistée par un conseil de son choix.
- e) Sauf renvoi motivé par des circonstances à l'appréciation de la commission, l'affaire sera évoquée même en l'absence de l'intéressé.
- f) Le président de la commission peut inviter toute personne dont l'audition lui paraît utile. Dans ce cas, l'invité peut disposer d'une voix consultative.

24.3 Conseil des territoires

Il est institué un conseil des territoires, dont la composition, les missions et le fonctionnement sont définis par le règlement intérieur.

24.4 Institut fédéral de formation et de l'emploi

Il est créé un Institut fédéral de formation et de l'emploi (IFFE) qui est l'outil, au sein de la fédération, en charge de mettre en œuvre les formations des acteurs du handball dans toutes les composantes du projet fédéral, en accord et en cohérence avec les Instituts territoriaux de formation et de l'emploi.

24.5 Autres organes

Le conseil d'administration institue tout autre organe dont la mise en place deviendrait nécessaire pour le bon fonctionnement de la Fédération.

TITRE 5 — RESSOURCES ANNUELLES ET COMPTABILITÉ

25 RESSOURCES ANNUELLES

Les ressources annuelles de la Fédération comprennent :

- 1) le revenu de ses biens ;
- 2) les cotisations et souscriptions auxquelles ses membres sont tenus, et notamment :
 - un droit d'affiliation ou de réaffiliation dont le montant et les modalités de versement sont définis chaque année par l'assemblée générale pour la saison sportive suivante,
 - la souscription d'abonnements au bulletin fédéral officiel,
 - le paiement par tous les licenciés d'une licence dont le montant, variable en fonction des catégories, est fixé chaque année par l'assemblée générale pour la saison sportive suivante ;
 - le revenu de l'achat, par ses membres, des documents et imprimés administratifs officiels nécessaires au fonctionnement de la Fédération, des ligues et comités qui sont mentionnés dans les différents règlements fédéraux et dont les tarifs sont adoptés chaque année par l'assemblée générale pour la saison sportive suivante ;
 - le paiement, par ses membres, de droits (d'engagement, de mutation, de formation, de consignation, etc.), de frais d'arbitrage et de pénalités financières (liées aux compétitions, aux sanctions disciplinaires, au contrôle de gestion des clubs, etc.) qui sont mentionnés dans les différents règlements fédéraux et dont les montants sont adoptés chaque année par l'assemblée générale pour la saison sportive suivante ;
- 3) le produit des manifestations ;
- 4) les subventions de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- 5) les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- 6) le produit des rétributions perçues pour services rendus ;
- 7) les ressources provenant du partenariat et du mécénat.





26 COMPTABILITÉ

26.1

La comptabilité de la Fédération est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur.

27

Sans objet.

TITRE 6 — MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

28 MODIFICATION DES STATUTS

28.1

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration ou du tiers au moins des membres de l'assemblée générale représentant au moins le tiers des voix.

28.2

Dans l'un et l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modifications, est adressée aux associations affiliées à la Fédération six semaines au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

28.3

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si les deux tiers au moins de ses membres, représentant au moins les deux tiers des voix, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'assemblée générale statue alors sans condition de quorum.

28.4

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents.

29 DISSOLUTION

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de la Fédération que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les conditions prévues par les troisième et quatrième alinéas de l'article 28.

30 DISSOLUTION

En cas de dissolution de la Fédération, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens.

Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements publics analogues, publics ou reconnus d'utilité publique, ou à des établissements mentionnés au dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 modifiée.





31 DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les délibérations de l'assemblée générale concernant la modification des statuts, la dissolution de la Fédération et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai au ministre chargé des Sports. Elles ne prennent effet qu'après approbation.

TITRE 7 — SURVEILLANCE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

32 SURVEILLANCE PAR LES AUTORITÉS DE TUTELLE

32.1

Le président de la Fédération ou son délégué fait connaître dans les trois mois à la Préfecture du département ou à la Sous-préfecture de l'arrondissement où elle a son siège tous les changements intervenus dans la direction de la Fédération.

32.2

Les documents administratifs de la Fédération et ses pièces de comptabilité, dont le règlement financier, sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du ministre chargé des sports ou de son délégué, à lui-même ou à son délégué, ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

32.3

Le rapport moral, le rapport financier, y compris ceux des ligues régionales et des comités départementaux, et le rapport de gestion sont adressés chaque année au ministre de l'Intérieur et au ministre chargé des Sports.

33 SURVEILLANCE PAR LES AUTORITÉS DE TUTELLE

Le ministre chargé des Sports a le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par la Fédération et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

34 LES RÈGLEMENTS

34.1 Règlement intérieur

Le règlement intérieur fédéral est préparé par le conseil d'administration, et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. Il est publié à l'annuaire fédéral et par tout autre mode de communication et d'information.

34.2 Autres règlements

Les autres règlements fédéraux sont préparés par les commissions et secteurs de la FFHandball compétents et soumis à l'approbation de l'assemblée générale ou, dans des conditions fixées par le règlement intérieur, à celle du conseil d'administration. Ils sont publiés à l'annuaire fédéral et par tout autre mode de communication et d'information.

35 PUBLICATION DES DÉCISIONS

Les décisions réglementaires prises par les commissions fédérales, par le bureau directeur, par le conseil d'administration et par l'assemblée générale sont publiées aux bulletins officiels de la Fédération (Annuaire des textes réglementaires et bulletin hebdomadaire *Handinfos*) et par tout autre mode de communication et d'information.





TITRE 8 — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

36

Les nouvelles dispositions relatives à la gouvernance fédérale sont applicables à compter des élections qui suivront les Jeux olympiques de 2016.

Le conseil d'administration ainsi que toutes les commissions constituées à l'issue des élections de septembre 2012 restent en place pour toute la durée de l'olympiade 2012-2016.

Les présents statuts ont été adoptés initialement le 17 avril 2004 lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Hyères, et ont ensuite été modifiés

— pour tenir compte des remarques formulées par le ministère chargé des Sports, conformément au mandat donné par la même assemblée générale pour consentir les modifications demandées,

— le 16 avril 2005, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Montpellier, pour compléter l'article 26.2.

— le 8 avril 2006, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Vittel, pour tenir compte des remarques formulées par le ministère de l'Intérieur dans le cadre de la reconnaissance d'utilité publique,

— le 13 avril 2007, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue au Puy-en-Velay, pour tenir compte de la publication du Code du sport et des conditions de publications des décisions réglementaires,

— le 12 avril 2008, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Martigues, pour préciser les durées des mandats des présidents des commissions nationales et du jury d'appel, et pour créer une commission nationale d'éthique,

— le 16 avril 2010, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Limoges, pour modifier le mode de désignation des représentants des ligues et des comités à l'assemblée générale fédérale,

— le 15 avril 2011, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Reims, pour modifier les compétences des instances dirigeantes et la représentation de la LNH au conseil d'administration,

— le 20 avril 2012, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Évian, pour modifier la date de création initiale de la FFHandball,

— le 27 mai 2014, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Fort-de-France, pour modifier les conditions d'élection dans les instances dirigeantes et le fonctionnement de la commission d'éthique,

— le 18 avril 2015, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Brest, pour tenir compte de la refonte du cadre des licences,

— le 22 avril 2016, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Nancy, pour tenir compte notamment de la réforme territoriale,

— le 21 avril 2018, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à St-Denis de La Réunion pour préciser la délégation des organismes régionaux et départementaux,

— le 21 septembre 2018, lors du conseil d'administration de la FFHandball tenu à Créteil pour modifier l'adresse du siège social,

— le 26 avril 2019, lors de l'assemblée générale de la FFHandball tenue à Créteil concernant les organismes affiliés,

— le 31 mai 2020, lors de l'assemblée générale de la FFHandball consultée par vote électronique, 1) pour ajouter dans l'objet de la fédération d'une part son rôle de formateur





par les différentes voies de la formation professionnelle, et d'autre part sa mission de défense des intérêts matériels et moraux de la fédération, 2) pour préciser les services attachés à la licence, et 3) pour introduire des dispositions particulières concernant le nombre de voix des ligues régionales aux assemblées générales fédérales,

— le 28 juin 2020, lors de l'assemblée générale de la FFHandball consultée par vote électronique, pour préciser les participants aux réunions du bureau directeur avec voix consultative.

